

- **Nom**
Toute l'Europe
- **Prénom**
non pertinent
- **Raison sociale**
Toute l'Europe

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
De la ferme à l'assiette : comment protéger les consommateurs européens ?
- **Description de l'activité**
Organisation d'un débat participatif sur la sécurité alimentaire en Europe autour de trois intervenants spécialistes de la question, issus respectivement d'une ONG, du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et du Parlement européen.
- **Date et heure**
4 juin, 18h30 - 20h
- **Lieu**
La REcyclerie, 83 boulevard Ornano, 75018 Paris
- **Nombre de participants**
55
- **Catégories de publics présents**
Quelques personnes du réseau européen mais surtout des personnes correspondant au public de la REcyclerie, c'est-à-dire des jeunes intéressés par la thématique du développement durable.

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Laurence Delva, Cheffe du service alimentation du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation / Karine Jacquemart, Direction de l'ONG Foodwatch France / Charles-Maxence Layet, assistant parlementaire de l'eurodéputée Michèle Rivasi
- **Thèmes évoqués**
Le glyphosate et la loi alimentation en France / la place des lobbies / l'innovation, jusqu'où ? / la taille des exploitations agricoles / la réglementation sur les produits importés et l'impact des accords de libre-échange sur les normes européennes (pesticides, OGM, additifs)

Synthèse de l'activité

- **Pistes de proposition formulées**
 - Légiférer pour interdire le glyphosate
 - Durcir la réglementation sanitaire et prendre des mesures incitatives à la production et consommation d'aliments sains
 - Limiter le poids des lobbies des grandes industries agro-alimentaires
 - Revenir à des exploitations à taille humaine, favoriser le regroupement de petits producteurs en coopératives
 - Augmenter les contrôles et effectifs de contrôle pour les produits à l'importation
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

Sur le glyphosate :

 - a) Indignation face à l'absence de mention du glyphosate dans la loi alimentation
 - b) Interrogation sur la capacité à produire des produits sains (sans pesticides), en quantité suffisante et à un prix accessible à tous

Sur la réglementation sanitaire :

 - a) La réglementation européenne ne va pas aussi loin que les attentes des citoyens et est parfois limitée par le poids des lobbies
 - b) Quand est-ce que la réglementation européenne concernant l'étiquetage obligatoire des produits alimentaires contenant des nanoparticules sera appliquée ? (question de la boîte à idées)

Sur les lobbies :

Conflits d'intérêt, certains centres d'expertise subventionnés par des industries agro-alimentaires – d'où une réglementation sanitaire parfois limitée au niveau européen

Sur la taille des exploitations :

Passage d'une agriculture "PME", proche de la terre, à une agriculture industrielle non respectueuse de l'environnement, des animaux (souffrance animale) et du consommateur.

Sur les contrôles aux importations :

Contrôles insuffisants, effectifs et moyens attribués aux contrôles insuffisants

- **Pistes de proposition formulées**

Sur le glyphosate :

- Un amendement ou un projet de loi ne devrait pas pouvoir passer sans un membre représentant les députés = nécessité de présence minimale
- Renforcer l'impact de l'avis des citoyens !

Sur la réglementation sanitaire :

- Durcir les réglementations sanitaires (pourcentage de sucres, sel, additifs toxiques, pesticides,...), interdiction d'ajouts de conservateurs contenant des nanoparticules dans les produits alimentaires
- Prévoir des mesures incitatives pour les producteurs comme pour les consommateurs, par exemple détaxer les produits sains, éthiques, provenant de circuits-courts, enlever la TVA sur les fruits et légumes sans produits phytosanitaires
- Obligation de quotas forts de sains / bio / circuits courts dans la restauration collective (proposition récurrent dans la boîte à idées)
- Informer/sensibiliser les consommateurs (boîte à idées) : module "alimentation" dès la maternelle

Sur les lobbies :

- Introduire plus de transparence
- Etre vigilant sur les conflits d'intérêt, par exemple sur les liens professionnels ou privés entre un professionnel de santé et un professionnel de laboratoire, de lobby agroalimentaire,...
- Mettre en place des amendes dissuasives : L'Europe s'attaque aux GAFKA, pourquoi pas aux grands lobbies de l'industrie agro-alimentaires ? – vote à main levée : approbation de la grande majorité de la salle

Sur la taille des exploitations :

- Favoriser les coopératives de petits producteurs locaux,
- Valoriser les produits non-traités des petits producteurs (cf mesures incitatives)
- Recourir à des aliments bio, locaux dans les cantines (boîte à idées) = favoriser les petits producteurs locaux
- Interdire l'élevage en batterie, nourri artificiellement (boîte à idées)
- Arrêter les grandes monocultures qui appauvrissent la terre, d'où l'usage d'intrans (boîte à idées)

Sur les contrôles aux importations :

- Renforcer les moyens financiers pour multiplier les contrôles
- Ne pas revoir les normes européennes à la baisse dans le cadre des accords commerciaux de nouvelle génération mais s'assurer que la réglementation la plus stricte prime (boîte à idées)

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

Des formulaires ont été distribués aux participants afin qu'ils puissent faire remonter leurs questions et propositions par écrit dans la boîte à idées installée à cet effet (s'ils ne souhaitaient pas le faire par oral durant le débat).

Déroulé :

- Brève présentation des intervenants
- Mobilisation du public pour voter sur la question suivante : "Avez-vous le sentiment que votre alimentation est protégée par l'Union européenne ?" Hormis quelques hésitants, la majorité de l'auditoire a répondu par la négative.
- Echanges avec les intervenants